Newspapers by Ancestry
https://www.newspapers.com/image/1078926057/

LE DEVOIR
ÉCONOMIE
SOCIÉTÉ
LE DEVOIR, LE MARDI 20 MARS 2001

Annonces Page B 7
Avis Page B 4
Culture Page B 8
Sports Page B 6

Les marchés nord-américains bondissent

Les investisseurs espèrent de bonnes nouvelles après la réunion de la Fed

L'indice Dow Jones a gagné 1,4 %, le S&P 500 1,8 % et le Nasdaq Composite 3,2 % hier. La tendance du marché montre une sous-évaluation notable qui pourrait être le point de départ d'un sursaut si, comme on s'y attend, la Réserve fédérale abaisse son taux directeur de trois quarts de point.

REUTERS ET AGENCE FRANCE-PRESSE

Espérant qu'une baisse significative des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine pourrait se concrétiser aujourd'hui, les investisseurs ont poussé les marchés nord-américains à la hausse hier et les ont ainsi éloignés des creux de 14 mois atteints la semaine dernière. Le principal indice de la Bourse de Toronto a grimpé de 158,93 points, soit 2,1 %, pour clôturer la séance avec 7911,14 points. Chacun des 14 sous-indices du TSE 300 a progressé hier, le secteur des produits industriels en tête avec un gain de 3 %.

À New York, les valeurs américaines ont sensiblement progressé hier, dans l'espoir d'une nette baisse des taux de la part de la Réserve fédérale. Les tréfonds touchés la semaine passée ont également poussé les investisseurs à rechercher des achats à bon compte.

L'indice Dow Jones a gagné 135,70 points (1,4 %) à 9959,11, le S&P 500 20,28 points (1,8 %) à 1170,81 et le Nasdaq Composite 60,28 points (3,2 %) à 1951,19.

«Tout le monde prévoit une baisse de 0,75 point [du taux des «Fed funds»]», commente Peter Kellerman, de Cantor Fitzgerald & Co.

En tout début de séance, une faible majorité d'analystes américains prévoyait une baisse des taux d'un demi-point et bon nombre d'observateurs pensent que Wall Street serait déçue d'une baisse moins importante. *«Beaucoup de spéculateurs veulent racheter à bon compte et il semble que dès qu'ils se manifestent, cela fait boule de neige»*, dit Charles Payne, de Wall Street Strategies.

«Maintenant que cette phase de déclin en 2001 a touché virtuellement toutes les actions et tous les secteurs [...] *le marché est dans une phase de maturité et une reprise pourrait être amorcée au printemps»*, a estimé Richard McCabe, analyste de Merrill Lynch. La tendance du marché boursier montre maintenant une sous-évaluation notable et ce pourrait être le point de départ, selon cet analyste boursier, d'un sursaut pour peu que la Fed réserve une bonne surprise.

Le mot est lâché: chacun remet son sort dans la décision des membres du comité monétaire de la Réserve fédérale. Les marchés, qui avaient prévu depuis un peu plus d'un mois, une baisse de 50 points de base du taux interbancaire, parient maintenant sur une baisse de trois quarts de point de ce principal taux directeur de la Fed. *«Nous connaissons à l'heure actuelle une correction cyclique au niveau mondial mais, à ce stade, nous ne pensons pas que cela débouche sur une récession durable»*, a estimé Rod Smyth, chef des investissements pour la banque First Union. *«Nous pensons que la baisse des taux de la Fed et la réduction des impôts créeront le catalyseur pour la reprise économique.»*

Selon Larry Wachtel, de Prudential Securities, la décision de la Fed est maintenant considérée comme la *«solution miracle»* pour mettre fin à la glissade des places financières mondiales. Compte tenu du délai de réponse d'une baisse des taux sur l'économie, a indiqué Larry Wachtel, les marchés financiers sont pour l'instant dominés par les avertissements des sociétés sur une baisse de leurs résultats financiers.

PETER MORGAN REUTERS

Retour de la confiance?

Claude Chiasson

Entre les taux d'intérêt et l'or

Ouf! Le marché boursier en a pris pour son rhume la semaine dernière. Le Nasdaq en dessous de 2000. Le Dow Jones en dessous de 10 000. Ce dernier, considéré comme le bastion, accuse maintenant des signes de faiblesse qui ne sont pas sans nourrir le pessimisme des investisseurs, petits et grands. Un marché déchiré entre deux grandes forces antagonistes. D'une part, il y a les taux d'intérêt, l'arme ultime avec la politique fiscale pour remettre l'économie américaine et mondiale sur la voie de la prospérité. D'autre part, il y a l'or, la valeur refuge ultime contre l'écroulement du système financier ou l'inflation galopante. Les deux dernières semaines ont été favorables au prix du métal jaune qui a passé la barre de 270 $US l'once avant de retomber rapidement jeudi et vendredi derniers.

L'or se nourrit des grandes crises financières, des grands bouleversements sociaux, des guerres, en fait de tout ce qui alimente la plus grande hantise de tout investisseur: celle de tout perdre. Et, force est de constater, les dernières semaines ont été riches en événements du genre. Multiplication des mises à pied dans les secteurs de la haute technologie (Cisco, Nortel, Ericsson, etc.) et de la finance (parmi les courtiers executants) ainsi que du secteur industriel (GM, DaimlerChrysler, General Electric, etc.), révisions soudaines à la baisse des taux de croissance des ventes et profits de moult entreprises, la crise monétaire de la Turquie, la crise financière latente du Japon et la chute à un certain moment de son indice boursier à un nouveau plancher jamais atteint depuis 15 ans, tensions entre Palestiniens et Israéliens sont là autant d'événements laissant craindre le pire sur le plan socio-économique.

Vos placements

Les tenants de l'or

Les tenants de l'or ont là amplement de matière pour justifier leurs appréhensions devant une éventuelle crise financière très grave dont le foyer principal pourrait bien être le Japon. Plusieurs signes inquiétants émanent de ce pays. Décote récente du pays par l'agence américaine Standard & Poor's, décotes en cascades de 19 banques nipponnes par l'agence d'évaluation londonienne Fitch, chute rapide du Nikkei qui ébranle une fois de plus les banques japonaises hypothéquées par leur importante position dans les actions, ralentissement évident de l'activité économique au dernier trimestre 2000, déflation persistante, endettement très élevé du gouvernement (130 % du PIB) sont autant de facteurs propices à une attaque en règle contre le yen, l'une des trois grandes devises du monde. Une attaque qui pourrait dégénérer en une répétition de la crise asiatique de 1997.

Les motifs favorisant l'or ne sont pas confinés aux seuls problèmes financiers du Japon, de l'Argentine ou de la Turquie. On en trouve aussi chez nous en Amérique du Nord. L'un d'eux est la forte dépendance de notre richesse au marché boursier. La valeur des actions occupe maintenant une part aussi grande sinon plus grande que celle de la résidence principale dans l'avoir des Américains.

La révolution des technologies de l'information, le moteur de la croissance économique des cinq dernières années, a également accru cette dépendance au marché boursier. Elle a donné naissance à une multitude de nouvelles compagnies incapables, vu leur jeune âge, de financer leur croissance autrement que par l'émission d'actions. Si bien qu'une grande partie de la croissance économique des dernières années dépendait essentiellement de la réceptivité des marchés boursiers. Cette forte dépendance au marché boursier a une conséquence grave. Le marché boursier peut désormais provoquer ce dont il est lui-même le précurseur. C'est-à-dire qu'en chutant, le marché boursier peut à la fois nous signaler une éventuelle récession et la provoquer.

Un état de fait qui fragilise drôlement notre système financier, qui complique singulièrement la tâche de la Réserve fédérale, la banque centrale américaine. Son président Alan Greenspan se trouve constamment sur la corde raide. S'il juge mal la situation, il risque alors de déstabiliser l'économie, voire en perdre le contrôle. On le constate aujourd'hui avec la vitesse inouïe à laquelle l'économie américaine décélère. L'or se nourrit de tout cela.

Contrepoids à l'or

Pour contrebalancer les forces noires de l'or, il y a celles tonifiantes des taux d'intérêt, l'arme ultime du régime monétariste qu'est le nôtre depuis les années 70. À chaque fois que la banque centrale les a baissés, elle a réussi à relancer l'économie sur la voie de la croissance équilibrée.

Rien n'indique que, cette fois-ci, ce sera différent. Parce que si les manchettes des journaux ne nous parlent que des pertes immenses subies par les investisseurs boursiers, elles ne nous parlent pas en revanche des gains que d'autres font. En effet, tous les titres évoluant de concert avec les baisses de taux d'intérêt se sont appréciés sensiblement depuis le début de l'année. À commencer par les obligations négociables à long terme car leur valeur marchande grimpe lorsque les taux baissent. Or, les taux d'intérêt américains ont baissé sensiblement depuis un an sur toute la courbe qui se retrouve entièrement sous 5 % pour les termes d'un à dix ans. Seul le rendement des obligations de 30 ans est au-dessus de 5 % et, à 5,27 %, il vient de toucher un plancher des 52 dernières semaines.

Les actions des grandes entreprises versant de généreux dividendes croissants se sont aussi appréciées sensiblement. Les titres bancaires ont établi de nouveaux sommets des 52 dernières semaines en février. Les actions de Pacifique Canadien, de TransCanada PipeLines, de Compagnie pétrolière Impériale Ltée, de Rothmans, d'Enbridge, de Brascan, de Noranda, etc., sont presque tous à des nouveaux sommets des 52 dernières semaines. Ces gains réalisés (ils se chiffrent à des dizaines de milliards de dollars) grâce aux baisses des taux ouvrent la voie à une éventuelle relance de l'économie et des marchés financiers.

C'est pourquoi, jusqu'à présent, d'entre les deux forces qui s'opposent, soit les baisses de taux d'intérêt et l'or, c'est toujours les premières qui l'ont emporté.

GM annonce une nouvelle fermeture temporaire de l'usine de Boisbriand

PRESSE CANADIENNE

Toronto — General Motors annonce une nouvelle fermeture temporaire de son usine de Boisbriand, qui cessera pendant deux semaines, au mois d'avril, d'assembler ses modèles Pontiac Firebird et Chevrolet Camaro.

Cette nouvelle interruption de production, lors des semaines du 2 et du 23 avril, porte à huit le nombre de semaines d'inactivité depuis le début de l'année pour les travailleurs de l'usine de Boisbriand, qui ne sont plus qu'un peu moins de 1000.

GM a aussi fait part, hier, de la prolongation pour une semaine supplémentaire de la fermeture de sa deuxième usine à Oshawa, en Ontario. Les 2500 employés de cette usine, où sont assemblés les modèles Buick Century, Buick Regal et Chevrolet Lumina, seront donc sans travail pendant les semaines du 30 avril et du 7 mai.

Une porte-parole de GM Canada, Faye Roberts, a indiqué que ces mesures découlaient de la volonté, déjà exprimée par la direction nord-américaine, de réduire la production de 17 % au deuxième trimestre par rapport à la période correspondante de l'année dernière. GM avait déjà réduit sa production de 21 % au premier trimestre.

GM a supprimé plus de 7000 emplois au Canada depuis 1993

Selon un porte-parole du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile, les travailleurs de l'usine de Boisbriand ont été particulièrement touchés par ces mesures. *«Ça ne fait que confirmer qu'il n'y a plus de marché pour les Firebird et les Camaro»*, a dit John Graham.

La production de ces deux modèles cessera l'année prochaine et le syndicat se dit modérément optimiste quant aux chances d'obtenir un nouveau mandat pour l'usine de Boisbriand.

Les ingénieurs de GM à Detroit étudient présentement un projet de transformation de l'usine afin qu'elle puisse fabriquer des automobiles à traction avant, ce qui nécessiterait un investissement de 40 millions.

GM a supprimé plus de 7000 emplois au Canada depuis 1993, même s'il demeure le plus important employeur au pays parmi les fabricants automobiles, avec 22 000 travailleurs.

P&W Canada étend son réseau de services de soutien en Californie

PRESSE CANADIENNE

Le fabricant de moteurs d'avion Pratt & Whitney Canada acquiert Turbotech Repairs, de San Diego, un fournisseur de services aux transporteurs aériens pour les composants de turbines à gaz et les «groupes auxiliaires de puissance» (GAP).

La compagnie californienne sera intégrée aux services en aérospatiale de P&W Canada, basée à Longueuil, indiquait hier un communiqué; cette dernière, avec des ventes de 2,4 milliards l'an dernier, est elle-même une division de United Technologies, du Connecticut. Cette acquisition a pour but d'étendre le service après-vente et d'aider la clientèle à *«réduire ses coûts d'exploitation»* dans les marchés aéronautique, GAP et des applications industrielles.

P&W Canada est implantée sur les cinq continents dans le soutien technique pour ses moteurs ainsi que pour les composants et accessoires d'autres marques, souligne l'entreprise de Longueuil. Elle est également la première au monde parmi les motoristes équipant les hélicoptères et les avions de transport régional.

Bois d'œuvre

La position canadienne commencerait déjà à s'effriter

JULES RICHER
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Malgré le ton ferme qu'il utilise envers les Américains, le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, a donné, hier, des signaux révélant que le consensus canadien au sujet du bois d'œuvre serait déjà en train de s'effriter.

Responsable des négociations canado-américaines sur le bois d'œuvre, qui sont actuellement dans l'impasse, le ministre Pettigrew a expliqué qu'il attendait beaucoup de sa rencontre avec l'industrie forestière de la Colombie-Britannique, aujourd'hui. Il veut vérifier si les «rumeurs» sont vraies. La Colombie-Britannique, qui produit 47 % du bois canadien destiné aux États-Unis, pourrait être prête à accepter l'imposition volontaire par le Canada d'une taxe à l'exportation sur le bois d'œuvre.

«On va voir évoluer les choses. J'entends les rumeurs comme tout le monde», a-t-il affirmé en point de presse. Il dit qu'il n'est pas chaud à l'idée d'une taxe à l'exportation. *«Je persiste à affirmer très clairement que le Canada ne subventionne pas. Je ne voudrais pas que nous fassions un geste* [contraire à cette position]», a-t-il expliqué.

Pierre Pettigrew

Dans l'allocution qu'il avait prononcée en comité parlementaire, quelques minutes auparavant, il ne s'était pas gêné pour montrer les Américains du doigt. Il les avait traités de protectionnistes qui refusent d'accepter la réalité de la concurrence dans le secteur du bois. Par contre, en répondant ensuite aux questions des parlementaires membres du comité, il a indiqué qu'Ottawa se plierait ultimement aux volontés de l'industrie forestière.

Il existe présentement, a-t-il noté, un consensus *«fragile mais réel»* dans l'industrie en faveur du libre-échange dans le secteur du bois entre les États-Unis et le Canada. *«C'est certainement, à mon avis, la meilleure position, mais vous comprendrez que le gouvernement a la responsabilité d'être à l'écoute de l'industrie.»*

L'entente canado-américaine vient à échéance le 1er avril prochain. Elle comporte des quotas, qui entraînent l'imposition de droits si l'industrie canadienne les dépasse. Ottawa et l'industrie de l'Ontario et du Québec veulent que le libre-échange s'applique dorénavant dans le secteur, afin que le bois puisse circuler librement. Cette demande a rencontré énormément de résistance aux États-Unis. Le lobby de l'industrie du bois a réussi à obtenir l'appui de 51 des 100 sénateurs américains en vue d'imposer des mesures protectionnistes contre les importations canadiennes.

L'idée d'une taxe volontaire à l'exportation, imposée par le Canada, a commencé à circuler chez nos voisins du Sud. Craignant le tarissement de ses exportations vers les États-Unis, l'industrie de la Colombie-Britannique semblerait disposée à explorer cette possibilité. La voix de l'industrie de la province, le «British Columbia Lumber Trade Council», ne s'est cependant pas encore prononcée publiquement sur la question.

Pendant la comparution du ministre Pettigrew en comité parlementaire, le député bloquiste Pierre Paquette a remarqué que c'est justement ce que craint le plus l'industrie du Québec, c'est-à-dire l'effritement du consensus. *«Le problème, ce n'est pas tellement avec la position du gouvernement fédéral* [en faveur du libre-échange], *qui est pleine de bon sens, mais c'est ce qui se passe et qu'on ne sait pas»*, a-t-il fait valoir.

Selon M. Paquette, le véritable défi d'Ottawa sera de *«s'assurer que le consensus de l'industrie survive au harcèlement* [de la part des Américains] *qui va se dérouler dans les prochaines semaines, jusqu'au début d'avril.»*

Jitec: une société de Benoît Laliberté est en défaut de paiement

MARIO SIMARD
PRESSE CANADIENNE

Les transactions sur le titre de Jitec sont interrompues depuis jeudi à la Bourse de Montréal, parce qu'une entreprise apparentée à l'ex-président et chef de la direction de Jitec, Benoît Laliberté, se trouve en défaut de paiement pour le remboursement d'une somme de 1,2 million.

M. Laliberté a démissionné de ses fonctions à la tête de Jitec en novembre dernier, parce qu'il avait omis de déclarer certaines transactions d'initiés. Il demeure l'actionnaire majoritaire de la société, à laquelle il doit rembourser 1,2 million qui avaient été transférés par M. Laliberté à une autre de ses sociétés, Centre informatique Jitec (CIJ) Saint-Hubert, un détaillant de matériel informatique de la Rive-Sud. Il avait été convenu que cette entreprise rembourserait la somme sur une période de six mois, à raison de 200 000 $ le 15 de chaque mois, et ce, à compter de janvier dernier. Or l'entreprise de Saint-Hubert se trouve en défaut de paiement, après n'avoir effectué que le premier versement prévu. Le non-respect de cette condition a contraint la Bourse de Montréal à interrompre les transactions sur le titre de Jitec.

En entrevue hier, le nouveau chef de la direction de Jitec, Alex Delisle, a dit comprendre que CIJ Saint-Hubert n'avait pas les liquidités nécessaires pour rembourser cette somme. *«Le paiement du 15 février n'a pas été fait. Nous avons alors tenté de renégocier les conditions de l'entente, mais le temps pressait et nous n'arrivions pas à nous entendre. Nous en avons alors discuté avec la Bourse et rendu cette information publique»*, a déclaré M. Delisle.

VOIR PAGE B 3: JITEC

Copyright © 2026 Newspapers.com. All Rights Reserved.